

OBJECTIF 4.3

SOUTIEN AUX TERRITOIRES EN MUTATION

PRESENTATION GENERALE DE L'OBJECTIF

Le poids important et toujours croissant de l'économie résidentielle sur la quasi-totalité du territoire régional permet à l'Aquitaine d'échapper pour une grande part à des déséquilibres infrarégionaux aussi importants que ceux que peuvent connaître d'autres régions françaises.

Toutefois le clivage entre l'est et l'ouest de l'Aquitaine s'accroît en termes de dynamisme démographique et d'emploi productif qualifié. Certains bassins d'emploi qui sont à l'écart des deux grands pôles de Bordeaux Gironde au nord et de l'Adour au sud combinent déprise agricole et repli industriel.

A l'exception des marchés de niche l'Aquitaine est confrontée, comme l'ensemble du territoire national, au repli des activités soumises aux règles de compétitivité de la mondialisation. Ce phénomène est de nature à fragiliser les PME, voire certains établissements plus importants, qui sont relativement isolés dans le contexte industriel aquitain.

*Dans les bassins d'emploi en mutation et touchés par des restructurations d'entreprises, il s'agit de concentrer l'intervention des fonds communautaires sur la **diversification de l'activité économique, le soutien aux PME et la relance de l'emploi**. Cet objectif vise, en particulier, à constituer un environnement favorable à la ré-industrialisation de territoires.*

Les partenariats entre acteurs locaux et entreprises créent des opportunités d'échanges et de mise en commun de moyens qui favorisent l'innovation et les gains de compétitivité des entreprises. Ils permettent de lutter contre l'isolement des PME, améliorent leur compétitivité et confortent leur ancrage dans les territoires.

DOMAINE D'INTERVENTION

MISE EN RESEAUX DES ACTEURS LOCAUX

Types d'actions privilégiées

- Projets territoriaux coopératifs associant des PME : partenariats public-privé, grappes d'entreprises, pôles de services aux entreprises, etc.
- Actions collectives associant des centres de compétence sur des thématiques liées à l'innovation, à la création/reprise d'entreprises.

Exemples d'actions collectives :

- Actions collectives visant à l'anticipation des mutations économiques par des missions d'accompagnement à la reconversion du territoire ou la réorientation d'un secteur d'activités
- Actions collectives visant à favoriser les échanges d'expérience et de bonnes pratiques dans le domaine de l'innovation

- Actions collectives visant à inciter les grandes entreprises à mettre en commun des moyens financiers et humains pour soutenir la création d'activités génératrices d'emplois des PME PMI locales
- Accompagnements collectifs à la création d'activités nouvelles (diversification d'activités économiques)
- Actions de prospection exogène autour des ressources et de la stratégie du territoire
- Création d'un fonds de prêts participatifs de développement destiné à financer des dépenses immatérielles et visant à la reconversion de territoires ou de bassins d'emploi. Une complémentarité avec les prêts des plates-formes d'initiatives locales sera recherchée.
- Certains projets d'investissements matériels à caractère pilote visant à la diversification économique et à la relance de l'emploi et dans la mesure où ils s'inscrivent dans le cadre d'une stratégie partenariale/territoriale de développement.

LISTE INDICATIVE DE DEPENSES ELIGIBLES

Dépenses de diagnostics, d'études, de conseil, d'ingénierie de projet

Dépenses liées à la diffusion de bonnes pratiques : élaboration d'outils de communication et d'information

Dépenses de personnel directement liées au projet (ex : animation des réseaux coopératifs)

Investissement matériel directement lié à un projet visant la diversification économique et la relance de l'emploi et à l'exclusion de tout investissement à l'usage des entreprises

CRITERES DE PRIORITES GENERAUX

Les projets seront sélectionnés en fonction des critères suivants :

- l'effet levier sur le territoire en matière de diversification économique et d'emploi
- l'intégration du projet dans une démarche de développement durable
- l'inscription dans des stratégies territoriales de développement
- le caractère innovant, pilote et transférable
- qualité du partenariat avec les entreprises et implication des acteurs locaux

Les actions d'investissements immatériels visant à anticiper les mutations (prévention) seront privilégiées.

Seront également privilégiées, les actions démontrant un impact attendu positif sur l'égalité des chances entre les femmes et les hommes.

MODALITES DE CANDIDATURE

Dépôt de dossier en continu ou appel(s) à projet ponctuel(s)

BENEFICIAIRES PRINCIPALEMENT VISES

Maîtres d'ouvrage publics et privés

TAUX D'INTERVENTION PAR RAPPORT AU COUT TOTAL

Type d'action		Taux de subventions publiques maximum	Taux moyen Feder
4.3.1.1	Mise en réseau d'acteurs socio-économiques autour de projets territoriaux	80%	40%

Le taux indiqué dans le tableau ci-dessus est les taux moyens sur l'ensemble de l'objectif. En application du principe de concentration financière, le FEDER représente, en moyenne, 50% des subventions publiques.

PLAN DE FINANCEMENT INDICATIF

Le plan de financement de l'objectif est présenté dans la fiche « tableau financier ».

CONTRIBUTION AUX PRIORITES DE LA STRATEGIE DE LISBONNE (THEMES PRIORITAIRES)

Code	Thème prioritaire	Earmarking
3	Transfert de technologies et amélioration des réseaux de coopération entre les PME, les entreprises et avec les universités, les établissements d'enseignement post-secondaire de toute sorte, les autorités régionales, les centres de recherche et les pôles	Oui
4	Aide à la RDT notamment dans les PME (y compris l'accès aux services de RDT dans les centres de recherche)	Oui
5	Services d'appui avancé aux entreprises et groupes d'entreprises	Oui
6	Aide aux PME pour la promotion de schémas de production durable (introduction de systèmes de gestion environnementale efficace, adoption et utilisation de technologies de prévention de la pollution, intégration de technologies propres dans les entreprises)	Oui
7	Investissements dans les entreprises directement liés à la recherche et l'innovation (technologies innovantes, création de nouvelles entreprises par les universités, centres de RDT et entreprises existantes, ...)	Oui
9	D'autres actions visant la stimulation de la recherche, l'innovation et l'esprit d'entreprise dans les PME	Oui

PRISE EN COMPTE DES PRIORITES TRANSVERSALES

- Dispositions particulières à prendre en compte dans le cadre général du développement durable (cf. la fiche « éco-conditions »)
- Les projets de coopération pourront être financés dans le cadre de cet objectif dans les conditions précisées dans la fiche « coopération »

ARTICULATION AVEC LES AUTRES AXES DU PROGRAMME ET LES AUTRES PROGRAMMES EUROPEENS

En complémentarité avec le programme « emploi » soutenu par le FSE et le programme de développement rural (FEADER), les actions de ce programme viseront prioritairement à développer la mise en réseau des acteurs locaux.

REFERENCES AUX REGIMES D'AIDES NOTIFIES

Elles sont présentées dans la fiche « Régimes notifiés »

INDICATEURS DE SUIVI

Indicateurs de suivi issus de présage

Indicateurs	Objectifs à atteindre pour 2007 - 2013	Situation de référence
Nombre de projets soutenus	75	Estimation 2007
Nombre d'acteurs publics et privés mis en réseau	300 à 400 acteurs impliqués	-
Nombre d'emplois maintenus	150 emplois	-

SERVICES DE REFERENCE

Dépôt des dossiers :

- Préfectures de département

Services associés au comité technique « développement local » :

- Conseil régional
- Conseils Généraux
- Préfectures de départements,
- Services régionaux de l'Etat : SGAR, DRIRE, DRAF, DRCA,
- Trésorerie Générale de région